

Classes sociales et productions des savoirs sur les sociétés africaines

Cette table-ronde s'intéresse à la place et à l'analyse des stratifications sociales dans les objets de recherche et les cadres scientifiques des études en sciences sociales sur l'Afrique. Les classes moyennes et les élites font-elles par exemple l'objet d'un investissement académique minoritaire? Quels postulats de recherche influencent la production des connaissances socio-économiques, politiques mais aussi historiques, relatives aux groupes et aux sociétés étudiés ?

Les études africaines possèdent un important héritage intellectuel issu du marxisme des années 1960 et 1970. Qu'est-il advenu de sa transmission aux jeunes générations de chercheurs ? De nouveaux objets se réapproprient-ils cet outil d'analyse et comment l'adaptent-ils au contexte de globalisation actuel des sociétés africaines, aux processus de domination et de mobilisation politiques qu'il construit ? Quelles formes revêt alors l'actualisation du concept de classe sociale dans les recherches actuelles sur l'Afrique ?

Les études dans le domaine du développement et de l'aide internationale ont également contribué à orienter les analyses académiques en se focalisant sur les causes et les marqueurs de la « pauvreté » en milieu rural et urbain. Cette dimension fait partie intégrante de la recherche. Comment le « populisme développementaliste » et le « populisme en sciences sociales » (Olivier de Sardan, 1990) ont-ils cependant remodelé l'appréhension et la définition des objets de recherche associés à l'Afrique, ainsi que les représentations académiques des sociétés étudiées ?

Les prospectives de la Banque mondiale et de la Banque Africaine de Développement ont mis à jour dans plusieurs pays du continent depuis les années 2000 l'émergence de classes moyennes associées à des mobilités et un consumérisme croissants, ainsi qu'aux usages des nouvelles technologies. L'afflux de fonds et d'investissements des « diasporas » ou encore le développement de loisirs touristiques attestent par exemple de mutations socio-économiques importantes. La notion de classe moyenne est alors associée à un renouvellement des définitions de la « pauvreté » en termes de capacités : quelle est sa pertinence scientifique et sa résonance politique? Comment les classes moyennes et les élites au sein des sociétés africaines, ainsi que les transitions descendantes ou ascendantes entre catégories sociales, peuvent-elles désormais être abordées ? L'analyse de ces mutations socio-économiques, mais également politiques, s'inscrit-elle en continuité ou en rupture avec les études historiques sur les stratifications sociales des époques pré et post-indépendance ? Quels changements peut-on observer dans la construction et la hiérarchisation des groupes sociaux ?

Enfin, la question de la place et de l'analyse des rapports sociaux de classe dans les objets de recherche sur les sociétés africaines peut interroger le courant théorique des *Subaltern Studies* qui imprègne depuis quelques années les débats universitaires et a favorisé une approche spécifique des groupes sociaux « dominés ». En quoi celle-ci se distingue-t-elle des autres perspectives académiques pour appréhender les clivages socio-économiques et identitaires internes aux sociétés étudiées ? Quelles sont ses incidences dans la construction et la production des savoirs et quelles analyses critiques induisent-elles ? Comment les études relatives aux circulations transnationales et leur renouvellement viennent-elles mettre en perspective et redéfinir les rapports de domination socio-économique tels qu'ils sont pensés dans la recherche sur les sociétés africaines ?

Intervenants : Boris Adjemian (IMAF, EHESS), Hugo Bréant (CRPS, Université Panthéon-Sorbonne), Hamidou Dia (CEPED, IRD), Patrice Yengo (FMSH, EHESS) – avec une contribution de Jean Copans

Organisatrice : Elsa Paris (CESSMA, Université Paris-Diderot)